

2012-2013

Séminaire doctoral de l'Ecole Doctorale 180,
Université Paris Descartes
&
Séminaire transversal du CEPED

Titre du séminaire :

**Epistémologie de la recherche
en sciences humaines et sociales**

(Année 2013 : Questions de terrain et d'éthique)

par Cécile Canut et Cécile Lefèvre,
professeurs à l'université Paris–Descartes.

Dates :

Vendredi 22 février, 12 avril et 24 mai 2013

Horaires : de 10h00 à 12h00 puis de 14h00 à 16h00

Lieux :

10h00-12h00 : Salle de réunion F.673, Ecole doctorale, bâtiment de la Sorbonne -

14h00-16h00 : CEPED, 19 rue Jacob, 75 006 Paris, salle de réunion

Volume horaire : 12 heures

Présentation générale :

Ce séminaire propose d'engager une réflexion épistémologique autour des objets et des méthodes de la recherche en sciences humaines et sociales à travers le croisement des approches et des disciplines. Nous aborderons principalement cette année la **notion d'éthique et de déontologie dans les enquêtes de terrain** à travers une discussion autour de plusieurs points : la place du chercheur, la relation aux personnes enquêtées, les conséquences des temporalités d'enquête, les présupposés discursifs, les notions de consentement et autorisation..., le rôle des enregistrements, et les formes de restitution des résultats aux populations enquêtées. Le développement actuel des chartes et comités d'éthique et leur incidence sur les recherches de terrain en sciences sociales pourra aussi être évoquée. Cette réflexion ancrée dans nos pratiques respectives de terrain et d'interdisciplinarité (démographie, sociologie, économie, anthropologie, sociolinguistique), nous conduira à questionner les approches comparatives, les formes de transcription, de traduction et d'interprétation des données, en opérant un lien nécessaire entre méthode d'enquête et méthode d'analyse, en particulier dans les études sur les pays dits « en développement ». Cette trajectoire et cette réflexivité méthodologique impliqueront par là même de discuter d'un certain nombre de concepts, comme celui de développement tel qu'il est proposé dans les recherches actuelles.

Initié par des chercheurs du CEPED, ce séminaire est ouvert à tous, aux chercheurs et aux doctorants afin d'engager une réflexion commune autour des enjeux épistémologiques de la recherche.

Ce séminaire sera mené conjointement par Cécile Canut et Cécile Lefèvre pendant toute sa durée, auxquelles se joindront des collègues et notamment Jean Copans lors de la séance d'avril.

Thématique par séance :

I. Épistémologie et nomination – Vendredi 22 février 2013

Le premier séminaire s'ouvrira sur un aspect transversal mais néanmoins central de la réflexion épistémologique : la question de la (dé)nomination dans les interactions avec les personnes sur le terrain, puis dans l'écriture scientifique. A partir d'exemples divers, nous examinerons un certain nombre de questions liées au processus de nomination. Comment se nomme-t-on lorsque l'on se présente sur les terrains d'enquête ? En quoi la présentation de soi peut-elle avoir un rôle, une influence sur les enquêtes ? Inversement, de quelle manière nommer les personnes avec lesquelles nous avons mené des entretiens, des enquêtes ou des observations participantes ? Au cours du terrain, comme lors de l'écriture scientifique ? Quelles sont les incidences sur les pratiques, les résultats, la suite des recherches ? Enfin, nous examinerons le processus d'anonymisation sous ses multiples formes, en fonction des objets et des enjeux de la recherche.

II. Épistémologie et politique – Vendredi 12 avril 2013

L'éthique et la déontologie dans les enquêtes d'anthropologie : Une question de politique, de méthode, de théorie et de projet disciplinaire. par Jean Copans.

Provocation de départ : qu'est-ce qui est le plus dangereux aux plans éthiques et déontologiques ? L'anthropologie appliquée et de gouvernement de type colonial (britannique ou américaine des années 1920-1960 par exemple) ou l'ethnologie à la Marcel Griaule, Claude Lévi-Strauss, Pierre Bourdieu ou Clifford Geertz ? Pour démontrer que cette question a un sens critique premier il faut adopter une perspective de sociologie historique et politique de la connaissance de l'anthropologie en tant que discipline globale.

1° De l'enquête 'politique' de terrain en situation coloniale et impériale aux revisites et déconstructions partisans de la postcolonialité: des innocences idéologiques ou culturelles et collaborations pratiques quasi policières (1920-1980) aux revendications indigènes (et subalternes) et à l'humanitarisation compassionnelle ou militaire du développement (1970-2010).

2° Les pratiques empiriques de terrain : une affaire de contexte, de chercheur ou de projet ? Une histoire comparée des pratiques, oui, mais de quelles pratiques ? Un guide de savoir-vivre et de bonnes manières ou un kit de survie ? La construction des objets : une affaire de conformisme disciplinaire, d'innovation conceptuelle et théorique et enfin de participations collectives et partenariales.

3° La reconfiguration de l'étude du développement est plus un problème global de conscience scientifique qu'une mise à jour déontologique qui s'opère en 3 étapes: l'incontournable détour initial d'une anthropologie de la connaissance des sciences sociales du développement, le redéploiement de l'objet 'développement' des périphéries vers les centres et enfin l'autonomisation indispensable des anthropologies au sud afin de sortir de la consultance.

L'éthique n'existe pas en dehors des contraintes programmatiques des sciences sociales : il faut dénoncer et déconstruire les alibis administratifs et organisationnels de la sous-traitance 'intellectuelle' des sciences sociales aux niveaux à la fois international, national et ethno-populiste. Il faut pouvoir penser simultanément toutes les anthropologies possibles avant de céder à la panique de la mauvaise conscience.

III. Épistémologie et restitution – 24 mai 2013

L'évolution de la relation entre les chercheurs et les personnes avec lesquelles ils travaillent sur le terrain suscite des questions épistémologiques nouvelles depuis quelques années. Plus particulièrement se pose la question de la **restitution des données d'enquête**, ou du « fair return », exigence croissante dans le domaine des sciences sociales. En examinant plusieurs travaux réflexifs concernant le processus de retour sur le terrain et de restitution des résultats, plusieurs questions seront abordées : Faut-il (toujours) restituer ? Que restituer ? À qui restituer ? Comment restituer ? Pourquoi restituer ? Ces pistes de réflexions nous amèneront à envisager des perspectives nouvelles à partir de nos propres travaux de recherche.